

QUESTIONS DIVERSES
DES ORGANISATIONS SYNDICALES
PAR THEMES

COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DU 17 JANVIER 2023

I. INDEMNITAIRE

I.1 Question : Forfait mobilités : Nouveau décret sur le forfait mobilités durables (JO 13 décembre) : quelles modalités et mise en œuvre à AMU ?
(FO ESR)

I.2 Question : Attribution de la prime RIPEC C3 : Peut-on avoir un bilan de son attribution à AMU ? Nombre de demandes, critères, nombre d'attributions par composante/ section CNU ; répartition entre volet formation, recherche, tâches d'intérêt général.
Décret modificatif du RIPEC du 21 décembre 2022 : quelles conséquences sur l'attribution de la prime ?
(FO ESR)

I.3 Question : Part variable PIA/CIA : Pouvons-nous avoir un bilan sur le versement de la part variable du CIA/PIA (par composante/direction/corps/montant).
(FO ESR)

II. DIVERS

II.1 Question : Groupe de travail contractuels : Lors du précédent mandat, un groupe de travail sur la réévaluation de la rémunération des contractuels à AMU a été acté. Quand sera-t-il mis en place ?
(FO ESR)

II.2 Question : Cours supprimés pour délestage : Il a été dit au dernier CT que les enseignements non assurés pour cause de délestage donneront lieu à rattrapage. Est-il question d'une obligation ? FO ESR demande que cela soit sur la base du volontariat, car il n'est pas normal qu'une fermeture imposée donne lieu à une obligation de rattrapage ; d'autre part, vu la complication des calendriers et d'occupation des locaux, la mise en œuvre des rattrapages renchérit encore le chaos. Nous demandons que ces heures soient comptées comme service fait dans les services enseignants et payées en HC si elles sont rattrapées par les enseignants qui le souhaitent. De plus, les propositions de modifications de calendrier pour cause de délestage (examens ALLSH par ex.) doivent être soumises aux représentants du personnels.
(FO ESR)

II.3 Question : Fermeture des sites : Contrairement aux engagements pris par le président Berton en octobre, les composantes imposent des fermetures de site pour économie d'énergie. Cela désorganise l'emploi du temps et le travail des collègues ; qu'en est-il des postes qui ne sont pas télétravaillables ? Nous demandons qu'il n'y ait pas de congés imposés et que des ASA soient accordés à tous ceux qui ne peuvent se rendre à leur poste de travail.
(FO ESR)

II.4 Question : Les prix de l'énergie connaissent une augmentation considérable. Un plan de sobriété énergétique a été proposé par l'université lors du CT du 6 décembre 2022. Au regard des surfaces de toitures disponibles à l'université, et/ou en parallèle des nombreux travaux de rénovation énergétique mis en place, AMU pourrait-elle envisager d'installer des panneaux photovoltaïques sur ses différents sites universitaires ? Il pourrait être utile de mener une étude préalable de leur rentabilité, incluant les aides régionales pour leur installation.
(Sgen-CFDT)

II.5 Question : Des bornes de recharge pour véhicules électriques sont en cours d'installation sur le campus Saint-Jérôme et d'autres ont déjà été installées sur le campus de Luminy. Des bornes ont également été installées sur le campus Saint-Charles mais ne sont accessibles qu'aux personnels de la DEPIL. Qu'en est-t-il des conditions d'accès à ces bornes pour l'ensemble des personnels et usagers (accessibilité, coût) ? Quels sont les objectifs à terme de nombre de bornes de recharge installées sur les différents sites universitaires ? La direction du SCASC nous a informés en décembre dernier que ce point faisait l'objet d'un GT et qu'elle n'avait pour l'instant pas de retour.
(Sgen-CFDT)

II.6 Question : Section disciplinaire : Comme FO ESR le demande depuis près d'un an et demi, serait-il possible d'avoir un bilan de la section disciplinaire de l'université, accompagné des recours (et de leur issue) au CNESER disciplinaire ? Nous rappelons que la réglementation en fait un point obligatoire du RSU.
(FO ESR)

II.7 Question : Où en est la nomination du médiateur de l'université ?
(Sgen-CFDT)